

LA DIGNITÉ HUMAINE *pour tous*

Rapport annuel 2009-2010



*Le CCCI cherche à mettre fin
à la pauvreté dans le monde et à
promouvoir la justice sociale et
la dignité humaine pour tous.*

Conseil canadien pour la coopération internationale

Rapport annuel 2009-2010



Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

450, rue Rideau, bureau 200, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4

Téléphone : 613-241-7007

Télécopieur : 613-241-5302

www.ccic.ca

Le CCCI remercie l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) pour leur soutien financier permanent. Les points de vue exprimés ici sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux des bailleurs de fonds.

ISBN : 978-1-896622-65-1



© Sources Mixtes

Groupe de produits issu de forêts
 bien gérées, de sources contrôlées
 et de bois ou fibres recyclés.

www.fsc.org Cert no. SW-COC-000890
 © 1996 Forest Stewardship Council

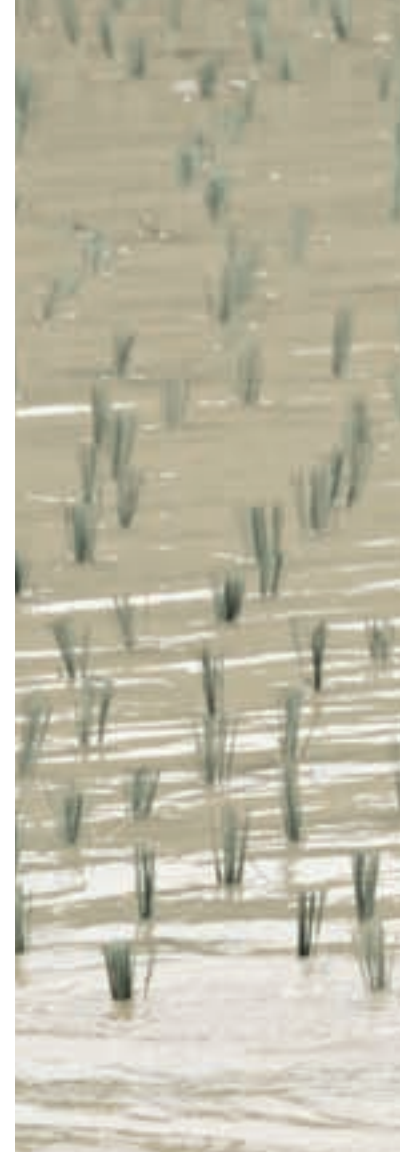
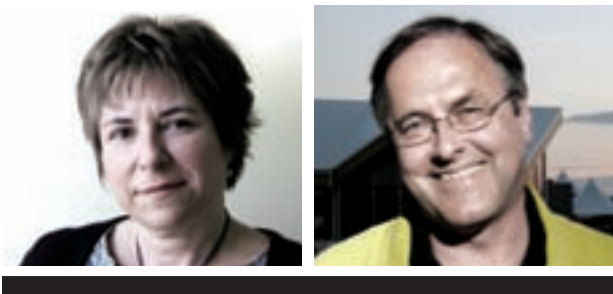




Table des matières

Message de la présidente du conseil d'administration et du président directeur général	2
Exprimer les préoccupations de la société civile	5
Travailler en partenariat	9
Renforcer la société civile	15
Faire passer le message	18
États financiers	20
Conseil d'administration	22
Membres du CCCI	23
Personnel du CCCI	25



Message de la présidente du conseil d'adminis- tration et du président- directeur général

Pour le CCCI, chaque année a été vécue intensément tandis que le nouvel exercice s'annonce quelque peu éprouvant. Ce patron se répète encore une fois au moment d'entrer dans l'année 2010.

Les relations entre l'ACDI et les organisations de la société civile (OSC) sont alternativement éprouvantes et prometteuses. La décision de mettre fin au financement de KAIROS et les délais constatés dans le traitement des accords de contribution ont soulevé de vives inquiétudes au sein de la communauté. De quelle façon l'ACDI compte-t-elle imposer ses critères en ce qui concerne les acteurs, les pays bénéficiaires de l'aide et les circonstances qui la justifient ?

Pourtant, l'Agence est devenue un donateur important de la CIVICUS World Assembly et a participé activement à la consultation nationale organisée par le CCCI en vue du Forum sur l'efficacité des OSC en matière de développement. À ce forum, le CCCI a joué le rôle de chef de file dans le processus visant à recueillir un consensus mondial sur l'efficacité du développement et l'apport des intervenants de la société civile au développement.

En matière d'éthique, le Conseil qui a fait œuvre de pionnier dans ce domaine continue de gérer le programme. À l'assemblée de 2009, les membres ont approuvé la version révisée et actualisée du Code d'éthique et normes de fonctionnement. Le Comité d'étude du Code d'éthique a développé des éléments d'orientation pour faciliter aux membres l'application des principes.

Cette même année, le CCCI a lancé en ligne le premier réseau bilingue d'engagement du public (EP) visant l'engagement du public, les communications et le travail des praticiens des collectes de fonds dans le domaine de la coopération internationale. Le réseau EP, qui se veut dynamique et interactif, a pour objectif l'échange d'information, de bonnes pratiques et de ressources relatives au renforcement des capacités.

Par ailleurs, le CCCI a su rallier les membres et le secteur et faciliter leurs interventions là où sévissent des conflits et des situations d'urgence. Ainsi, le Conseil a aidé à rédiger conjointement un communiqué de la société civile canadienne sur le relèvement d'Haïti et a poursuivi son rôle de co-rassembleur pour le Groupe de référence sur l'Afghanistan.

Le groupe de travail informel des OSC sur les droits des femmes a présenté la réaction de la société civile à l'évaluation menée en 1999 par l'ACDI de sa politique relative à l'égalité entre les femmes et les hommes. À la veille et au lendemain du Sommet de Copenhague, le CCCI s'est penché avec ses membres sur les questions de justice environnementale et de changement climatique.

Au printemps prenait fin le Projet de formation juridique à l'intention des organismes de charité mis sur pied par le CCCI. Il a produit des ressources qui sont offertes en ligne (un guide, une vidéo et un module d'apprentissage électronique) pour aider les organismes à mieux appréhender les obligations imposées par la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Les groupes de travail du Conseil – le Forum Afrique-Canada, le Groupe d'orientation politique pour les Amériques et le Groupe de travail Asie-Pacifique – restent les principales plateformes d'échanges où les organisations membres peuvent collectivement dégager des perspectives sur le développement régional et rehausser leur compétence en matière de politique.

Toutes ces initiatives corroborent le fait que le CCCI représente une sorte de « place publique ». Son travail porte essentiellement sur l'apprentissage et le dialogue, le discernement et l'analyse

des tendances et des enjeux; une vision et des normes communes; le renforcement des capacités et des propositions de politiques publiques; des stratégies d'aide et de développement optimales; et des relations organisationnelles (avec le gouvernement et d'autres institutions) susceptibles de rendre notre action plus efficace.

Aucune de ces activités ne se réalise aisément – comme le savent bien tous les membres de la communauté. Les organisations de la société civile au Canada et, en particulier, les défenseurs des droits de la personne, ont connu une année des plus stimulante dans leur lutte continue pour constituer une tribune d'où faire entendre leurs points de vue. Le gouvernement tend à favoriser un alignement croissant sur ses objectifs – ce qui réduirait l'apport des OSC dont la diversité d'opinions alimente le débat public et les processus politiques.

Nos partenaires de la société civile de par le monde sont confrontés au même environnement mobilisateur. Partout où la société civile se développe, elle doit s'appuyer sur des forces et dispositions semblables, l'innovation, la solidarité et l'idéal commun, un apprentissage constant et l'engagement indispensable de mettre fin à la pauvreté dans le monde et de promouvoir les droits de la personne. Dans le monde entier, Les groupes de la société civile sont convaincus, à juste titre, que ces forces et ces engagements porteront fruit. Ainsi, malgré les difficultés éprouvées l'année passée, celle qui commence s'annonce riche de possibilités.

Karen Takacs

*La présidente du conseil
d'administration*



Gerry Barr

*Le président-directeur
général*



Commerce
équitable



Exprimer les préoccupations de la société civile

Le CCCI surveille et analyse les politiques en matière d'aide, de commerce, de droits de la personne, de paix, de sécurité et de justice environnementale. Il cherche à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir la dignité humaine.

Aide internationale

La *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, promulguée en mai 2008, est une loi historique qui régit l'aide publique au développement (APD) du Canada. Cette loi impose trois critères pour que les fonds versés à titre d'aide soient considérés dans le calcul de l'APD :

- contribuer à réduire la pauvreté;
- tenir compte des points de vue des pauvres;
- respecter les normes internationales en matière de droits de la personne.

En septembre 2009, le CCCI a réuni des spécialistes du développement et des droits de la personne et des décisionnaires de haut rang lors d'un important colloque sur les implications de la *Loi*. Intitulée *Colloque sur l'avenir de l'APD canadienne : application de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, cette rencontre portait sur les possibilités et les difficultés d'appliquer les normes internationales des droits de la personne aux pratiques d'aide canadiennes. Ce grand rendez-vous a été organisé conjointement par Amnistie internationale Canada, l'Institut Nord Sud, Droits et Démocratie et l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa.

Le CCCI a publié en mars 2010 *Le temps d'agir*, un important rapport dans lequel il détermine le degré d'application de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*. Il propose un programme qui s'appuie sur les normes internationales des droits de la personne pour la réforme des pratiques d'aide du Canada.

Le Conseil a également invité les organisations de la société civile (OSC) canadienne à examiner leurs propres pratiques de développement. Il a collaboré étroitement avec elles dans le cadre du Forum sur l'efficacité des OSC en matière de développement, une initiative internationale qui regroupe plus de 70 pays. Il a aussi organisé des consultations avec des OSC canadiennes œuvrant dans le domaine du développement international en vue de formuler les principes devant orienter leurs pratiques en tant qu'intervenantes dans ce domaine.

Il est de plus en plus fréquent que des politiques ayant une incidence sur les pratiques canadiennes en matière d'aide internationale soient examinées et adoptées par les instances internationales comme le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le CCCI fait le lien entre les questions relatives aux politiques et à la réforme de l'aide internationale canadienne et les activités internationales parallèles des OSC en participant aux travaux du Groupe de facilitation global du Forum, du Better Aid Coordinating Group et du comité de gestion du réseau du Bilan de l'aide dirigé par les OSC du Sud.

Justice économique mondiale : commerce, investissement et responsabilisation des entreprises

« Le monde a un urgent besoin d'un forum de prise de décision démocratique mondiale, qui mette le système économique et financier international au service de l'équité, de la justice sociale et économique, des droits de la personne et d'un environnement durable. » — Déclaration de la société civile internationale à

la veille du Sommet 2010 des dirigeants du G20, à Toronto.

La crise de la pauvreté dans le monde s'est accentuée en cette période de ralentissement économique prolongé. La hausse

du taux de chômage, la pauvreté et la faim pourraient augmenter de 90 millions le nombre de personnes qui vivront dans des conditions de pauvreté extrême d'ici la fin de 2010. Partout dans le monde se sont déroulés de nombreux débats sur les moyens que les gouvernements doivent adopter dans leurs politiques relatives au commerce, aux finances et aux investissements pour amortir les chocs économiques, réduire l'instabilité et implanter des programmes de développement adaptés aux disparités régionales.

La communauté internationale cherche de nouvelles façons d'aborder ces enjeux qui se posent à l'échelle de la planète. Ainsi, un forum réunissant les principaux dirigeants – le G20 – a été créé pour favoriser une plus grande participation dans la recherche de solutions à la crise financière. Le CCCI, de concert avec des OSC du monde entier, a rédigé une déclaration invitant les dirigeants de la planète à améliorer l'ouverture, la responsabilisation et la représentation de ce genre de forum et à renforcer le rôle des Nations unies.

Le CCCI a continué de collaborer au dialogue sur les questions relatives aux politiques en matière de commerce et d'investissement. Peu de progrès ont été réalisés à l'Organisation mondiale du commerce pour que les règles encadrant les échanges multilatéraux tiennent compte des besoins en matière de développement et des droits de la personne. Les visées commerciales du Canada reposent de plus en plus sur la signature d'accords bilatéraux d'échanges et d'investissement avec les pays en développement. En mai 2009, le Conseil a été l'hôte d'un séminaire réunissant des OSC, des universitaires et des

représentants de l'État pour examiner les obligations en matière de droits de la personne et d'environnement stipulées dans les traités bilatéraux d'investissement. Il s'agissait également de mettre en valeur les leçons tirées du secteur des richesses naturelles. Le CCCI a également discuté avec ses membres, des parlementaires et des hauts fonctionnaires des mesures législatives qui s'imposent en vue de promouvoir le respect des normes en matière de droits de la personne et d'environnement au sein des entreprises canadiennes.

Rétablissement de la paix et interventions humanitaires

« *Lorsqu'on instaure une paix fragile, elle s'effondre inévitablement. Il nous faut de nouvelles stratégies pour assurer une paix durable dans un État fragile.* » — Shukria Dini, participant au colloque *Fragilité de la paix dans un monde en constante évolution*, juin 2009.

Les actes de violence ciblant délibérément la population civile dans les conflits armés, la violence sexuelle ou sexiste et le détournement de l'aide par les parties belligérantes posent des problèmes cruciaux intervenants de l'aide internationale qui travaillent dans les régions où des conflits violents font rage. Pour traiter des entraves à l'instauration de la paix dans les communautés touchées par ces conflits, le CCCI a tenu un colloque d'une journée intitulé *Fragilité de la paix dans un monde en constante évolution : quel est le rôle du Canada dans les processus de*

paix ? Ce colloque rassemblait des représentants de la société civile, des universitaires et des intervenants en matière de résolution de conflits du Canada qui œuvrent en Afghanistan, au Soudan et en Somalie. Ensemble ils ont réfléchi aux politiques susceptibles de rehausser le rôle du Canada en tant que protagoniste du maintien de la paix dans le monde.

Le Conseil continue de fournir un apport significatif au Groupe de référence sur l'Afghanistan et a collaboré avec ses membres à la rédaction d'une déclaration commune de la société civile en vue de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan qui s'est tenue en janvier 2010.

En ce qui concerne les questions humanitaires, le CCCI a continué de participer au sein du Policy Action Group on Emergency Response (PAGER) et a rédigé un document de travail sur l'aide humanitaire canadienne accordée par les donateurs. Après le tremblement de terre survenu en Haïti en janvier 2010, le CCCI et ses membres ont rédigé une déclaration commune de la société civile canadienne en vue de la Conférence de Montréal, qui réunissait les donateurs. Le CCCI a également mis tout en œuvre pour faciliter le dialogue entre ses membres et le gouvernement sur les questions humanitaires et sur les questions relatives à la reconstruction, au développement et à la sécurité.

Droits des femmes et égalité entre les sexes

« Nous prenons comme point de départ notre engagement en faveur de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes, et notre conviction que cet objectif est d'une importance primordiale pour la réduction de la pauvreté et l'instauration de la justice sociale et économique. » — Groupe de travail informel des OSC sur les droits des femmes intitulé *Consolider le leadership international du Canada en matière de promotion de l'égalité entre les sexes*, qui s'est tenu en septembre 2009.

Le CCCI entend faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes. En 2009-2010, il a participé, avec des OSC membres, à un groupe de travail informel sur les droits des femmes. Ce groupe a entrepris une évaluation complète de la mise en œuvre de la Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes de 1999. Le Conseil a en outre formulé des recommandations relatives à la consolidation du leadership international du Canada en matière de promotion de l'égalité des sexes. En plus des efforts du groupe, le CCCI a continué d'intégrer l'égalité entre les sexes et les droits des femmes à ses grandes orientations thématiques.

Justice environnementale

Le CCCI a entrepris de dégager des objectifs prioritaires en matière de justice environnementale et de changements climatiques en prévision de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Copenhague. Le Conseil a participé au sein de plusieurs coalitions canadiennes en matière d'environnement, offrant son point de vue sur les implications de la politique canadienne pour le développement international. En vue de cette conférence, le CCCI a rédigé des notes documentaires sur la nécessité d'en arriver à une entente équitable sur les changements climatiques, d'apporter une aide financière aux pays en développement et d'intégrer des priorités de justice environnementale dans les politiques économiques internationales, les interventions humanitaires et les approches en matière de conflits et de maintien de la paix. En février 2010, le CCCI a organisé une réunion pour ses membres et les autres OSC intéressées afin de faire le bilan de cette conférence.

Travailler en partenariat

Dans le cadre de partenariats et de coalitions, le CCCI examine diverses questions telles que la structure financière internationale, la sécurité alimentaire, la paix, les droits de la personne et la justice commerciale.

Forum Afrique-Canada (FAC)

« Il est temps de commencer à agir avec l'Afrique et non pour l'Afrique » — déclaration du Pasteur André Karamaga, secrétaire général de la

Conférence des Églises de toute l'Afrique, dans l'allocation adressée à l'assemblée générale annuelle du Forum Afrique-Canada de 2009.

Le Forum Afrique-Canada se veut un espace d'échanges où les OSC canadiennes peuvent débattre avec leurs homologues africains des politiques touchant l'Afrique. En avril, le FAC a lancé sa plateforme d'action L'Afrique nous tient à cœur, qui présente au gouvernement canadien des recommandations visant la promotion des droits de la personne et de la justice économique en Afrique. Les objectifs du FAC sont les suivants : faire de l'Afrique une priorité du Sommet du G8 2010; régler les investissements canadiens; réaffirmer le rôle du Canada dans la promotion de la paix; assurer le droit à l'alimentation et le développement rural en Afrique; et réaffirmer les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. La plateforme était l'aboutissement d'un processus participatif lequel a réuni les membres du Forum, les collègues des OSC canadiennes, des universitaires et les homologues africains.

Le FAC a notamment discuté de l'incidence de la crise financière mondiale sur l'Afrique, particulièrement en ce qui concerne la remise de dette, les droits des travailleurs et la prise en charge du développement par les intervenants africains. Parmi les autres sujets prioritaires examinés par le Forum, citons la place de l'Afrique dans les politiques canadiennes relatives à la paix internationale et à la défense, et les stratégies visant à donner un plus grand poids à l'Afrique dans le programme de politique étrangère du Canada.

A close-up photograph of several golden wheat stalks. The wheat heads are in sharp focus, showing individual grains and awns. The background is a soft, out-of-focus blue sky. The overall tone is bright and natural.

Sécurité alimentaire

Groupe de travail sur l'Asie et le Pacifique (GTAP)

Le GTAP a offert aux OSC canadiennes une tribune de discussions relatives aux questions de développement et de droits de la personne dans l'Asie-Pacifique et aux relations entre le Canada et cette région. Lors d'une rencontre organisée par le GTAP en avril 2009, ses membres et des hauts fonctionnaires de la Direction générale de l'Asie à l'ACDI ont pu examiner les programmes d'aide. Le Groupe a également joué un rôle de facilitation essentiel à la participation des OSC canadiennes au Forum des ONG sur la Banque asiatique de développement (BAD) et de collaborer avec le représentant canadien qui siège au conseil d'administration de la BAD au processus de révision des stratégies de protection de la Banque.

Le GTAP a alimenté le dialogue sur les politiques de ses membres en coordonnant une initiative qui faisait ressortir les enseignements à tirer des campagnes de sensibilisation. Ainsi, le GTAP a organisé des rencontres informelles sur les questions liées aux droits de la personne en Birmanie et à l'appropriation des terres au Cambodge. À l'automne, il a aussi été l'hôte d'un colloque intitulé *Les répercussions des crises : Impacts des crises financière, alimentaire et climatique en Asie*, ainsi que d'un événement public sur la justice climatique auquel ont participé Walden Bello et Maude Barlow.

Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA)

« *Le Canada doit envoyer aux gouvernements des Amériques le message clair qu'il met de l'avant les droits de la personne dans les accords commerciaux, les investissements canadiens et les politiques en matière d'aide au développement et de diplomatie* » — *Quel rôle doit jouer le Canada dans les Amériques?* Déclaration du Groupe d'orientation politique pour les Amériques, 15 avril 2009.

Le Groupe d'orientation politique pour les Amériques a poursuivi, de concert avec les OSC, les recherches, l'analyse et le dialogue sur les grandes tendances qui se dessinent dans les Amériques, surtout en ce qui a trait à la justice commerciale, à la démocratie, aux droits de la personne et à la responsabilisation des entreprises minières canadiennes. Après sa table ronde sur les politiques intitulée *Quel rôle doit jouer le Canada dans les Amériques ?* tenue en mars 2009, le GOPA a publié une déclaration des OSC contenant des recommandations importantes pour que les politiques du Canada se fondent sur le respect des droits de la personne et la participation démocratique. En partenariat avec Amnistie internationale Canada, le GOPA a également organisé une session parlementaire qui a porté sur l'examen des répercussions de l'Accord de libre échange Canada-Colombie sur les droits de la personne.

Le GOPA a évalué les conséquences du coup d'État au Honduras et a réuni des représentants et des parlementaires canadiens dans le but de trouver rapidement une solution fondée sur des principes propres à garantir la démocratie. Dans son rapport intitulé *Honduras : atteinte à la démocratie*, le GOPA présente les principaux champs d'action où le Canada devra œuvrer pour aider au rétablissement de l'ordre démocratique après le coup d'État. Le Groupe s'est également fait le porte-parole des préoccupations soulevées par les défenseurs des droits de la personne du Pérou et du Salvador.

Coalitions

Le CCCI, conjointement avec plusieurs coalitions d'OSC, avec ses membres et d'autres OSC canadiennes, a effectué des recherches et des analyses, suivi de près les politiques internationales du Canada et participé au dialogue sur les politiques avec le gouvernement. Il a aussi créé des « groupes de référence » informels réunissant des membres et d'autres OSC en vue d'appuyer les processus d'élaboration des politiques liées au commerce, aux investissements, à l'aide, à la paix et à la sécurité. Parmi les partenaires des coalitions, citons :

- la **Coalition canadienne pour le climat et le développement**, qui apporte une perspective du développement international au dialogue sur les changements climatiques et les questions d'adaptation pour le Canada;

- le **Réseau action climat Canada**, une coalition des OSC canadiennes visant à réagir aux répercussions des changements climatiques mondiaux et à protéger la santé publique;
- **Paix durable**, un mécanisme de dialogue de la société civile avec les ministères du gouvernement et les intervenants internationaux sur les questions liées aux conflits violents et au rétablissement de la paix;
- l'**Alliance canadienne de la campagne mondiale pour l'éducation**, qui réclame la prise en compte du droit universel à l'éducation dans les politiques et programmes internationaux du Canada;
- le **Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire**, dont le rôle consiste à examiner les répercussions de l'aide et des politiques commerciales canadiennes sur la pérennité des moyens de subsistance des populations rurales des pays en développement;
- le **Global Treatment Action Group**, dont l'action a pour but d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels, à d'autres soins et traitements, ainsi qu'au soutien des personnes atteintes du VIH/sida ou d'autres maladies dans les pays en développement;
- l'**Initiative d'Halifax**, qui milite pour une modification en profondeur du système financier international, particulièrement en ce qui concerne la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les agences de crédit à l'exportation;

- la **Coalition internationale de surveillance des libertés civiles (CISLC)**, dont la mission consiste à observer et à favoriser le débat public sur les conséquences pour les droits de la personne des lois antiterroristes canadiennes et étrangères;
- le **Policy Action Group on Emergency Response (PAGER)**, qui étudie les politiques et pratiques canadiennes en matière d'aide humanitaire;
- le **Canadian Network for Corporate Accountability (CNCA)**, a pour fonctions de surveiller et de favoriser le débat public sur les initiatives stratégiques visant à imposer des normes rigoureuses en matière d'environnement et de droits de la personne à l'intention des entreprises minières canadiennes actives à l'étranger;
- **Abolissons la pauvreté Canada**, une coalition militant en faveur d'une aide accrue et optimale, de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, des accords commerciaux qui favorisent davantage le développement du Sud et, au Canada, pour l'élimination de la pauvreté chez les enfants;
- le **Trade and Investment Research Project**, un groupe d'OSC, d'universitaires et de chercheurs canadiens travaillant au Canada et à l'étranger sur les questions relatives aux politiques de commerce et d'investissement d'intérêt public, au processus démocratique, aux droits de la personne et aux nouveaux modèles de développement économique.



Réseau E.P.



Renforcer la société civile

Dans un contexte changeant où les attentes évoluent, le CCCI continue de favoriser les apprentissages de ses organisations membres.

Engagement du public dans une optique de citoyenneté mondiale

Le développement de sa communauté informelle de professionnels de l'engagement du public, qui en 2009-2010 compte plus de 300 membres, a renforcé le rôle du CCCI comme lieu de rassemblement de ces professionnels au Canada. En mars 2010, le Conseil a lancé le Réseau E.P., à la fois un véritable creuset de ressources et un réseau social interactif, qui permettra aux professionnels de tisser des liens, de partager de l'information ainsi que leurs connaissances.

Le Forum sur l'engagement du public intitulé *Le rôle de l'engagement du public et des campagnes dans un monde en mutation* a offert à la communauté de professionnels une rare occasion de se rencontrer en personne. Les grandes questions traitées dans le cadre de ce forum dynamique étaient la collaboration, l'engagement des jeunes et l'égalité entre les sexes. Les participants ont signalé les campagnes collectives comme étant des moyens prometteurs de bâtir la citoyenneté mondiale.

Éthique

« Une tradition de responsabilité mutuelle en matière de pratique éthique. » — Code d'éthique et normes de fonctionnement du CCCI.

En approuvant la version révisée du document *Code d'éthique et normes de fonctionnement* en mai 2009, les membres du CCCI ont réitéré leur adhésion aux principes éthiques communs et leur consensus quant aux mesures nécessaires pour les mettre en pratique. En plus de la mise à jour sur papier, une version électronique du document a été téléchargée sur le site Web du CCCI, ce qui devrait faciliter les efforts des membres visant à remplir leur engagement en ce qui concerne les pratiques respectueuses de l'éthique. Le Comité d'étude du *Code d'éthique* a modifié les documents de référence d'après les normes de fonctionnement révisées.

Voie à suivre



Le CCCI a mis au point la formule relative au respect de ces normes et offert des conseils et de l'aide aux membres qui procèdent à leur autoévaluation. Le Comité d'étude du *Code d'éthique* a répondu aux questions et aux préoccupations soulevées au sujet de la gouvernance, des pratiques à l'étranger et des méthodes de financement et a éclairé les membres du CCCI au sujet des pratiques respectueuses de l'éthique. Les membres du personnel et du conseil d'administration des organisations membres ont approfondi leur compréhension de ces pratiques en participant à des ateliers sur la gouvernance et le changement, l'éthique et la gouvernance, les images respectueuses de l'éthique dans les campagnes de financement et le document *Code d'éthique et normes de fonctionnement révisé*.

Évaluation de l'efficacité du développement

Avec l'aide du Groupe de référence sur l'évaluation formé de ses membres, le CCCI a examiné les questions relatives à l'évaluation, à l'apprentissage, à la responsabilisation et à l'efficacité des OSC en matière de développement. Lors de l'assemblée générale annuelle du Conseil, le Groupe de référence a organisé un atelier sur les principes d'efficacité des OSC dans le développement en lien avec le Forum sur le même thème. Le Groupe a également encadré des recherches visant à trouver de nouvelles méthodes d'évaluation du travail « intangible » des OSC, telle renforcement organisationnel.

Organismes de bienfaisance et activités à l'étranger

Le projet de formation juridique pour les organismes de bienfaisance du CCCI, qui a duré deux ans, a pris fin le 31 mars 2010. Ce projet, financé en vertu d'un accord conclu avec l'Agence du revenu du Canada (ARC), a aidé les organismes de bienfaisance canadiens à mieux comprendre leurs obligations résultant de la *Loi de l'impôt sur le revenu* en ce qui concerne les activités menées à l'étranger. Le CCCI a offert des ateliers aux organismes intéressés et a recueilli, en collaboration avec ses membres, des commentaires sur les changements proposés aux lignes de conduite de l'ARC qui régissent les activités menées à l'étranger. Même si le projet est terminé, les organismes de bienfaisance peuvent encore consulter les ressources créées sur le site Web du CCCI (notamment un guide, une vidéo et un module de formation en ligne).



Faire passer le message

Le CCCI a continué de communiquer des messages cohérents, bien étayés et convaincants à ses membres, aux médias et au Parlement.

Secteurs prioritaires

En 2009, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a révisé sa liste des pays prioritaires pour l'octroi de l'aide bilatérale et a annoncé les trois secteurs décisifs de son programme. Le CCCI a alors examiné avec ses membres, le gouvernement et d'autres intervenants, les possibles répercussions de ces changements dans la communauté des OSC canadiennes et chez leurs partenaires à l'étranger. Le Conseil a souligné le rôle important des OSC à titre d'acteurs indépendants à part entière du développement.

Sommets du G8 et du G20

«La pauvreté, les changements climatiques et la crise économique menacent la vie de millions de personnes sur la planète; il importe donc que ces questions figurent au programme des sommets du G8 et du G20. » — Communiqué *À table* publié en janvier 2010.

Le CCCI s'est joint à la campagne *À table* en vue des réunions du G8 et du G20 qui se tiendront au Canada en juin 2010. La campagne invitait le gouvernement à faire des changements climatiques, de l'élimination de la pauvreté et de la réforme économique mondiale les principaux sujets de discussion du G8 et du G20. Y participait une vaste coalition de plus de 60 ONG, organisations étudiantes et religieuses et syndicats d'envergure du Canada.

Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle

Plus d'un an après l'adoption de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, les implications de cette loi ne sont pas encore parfaitement comprises par les acteurs du développement et les différents intervenants. C'est dans le but de permettre à chacun de mieux appréhender les effets de cette nouvelle loi sur les politiques relatives à l'aide internationale canadienne que le CCCI s'est entretenu avec les membres du Parlement.

Couverture médiatique

Outre l'activité médiatique à l'occasion des prochains sommets du G8 et du G20, la question des pays et des secteurs prioritaires et le rôle des OSC à titre d'acteurs à part entière du développement, les médias se sont notamment intéressés aux points suivants :

- les changements climatiques, y compris la participation du président-directeur général du Conseil à une conférence de presse touchant la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques et la publication des commentaires du CCCI dans de nombreux journaux;

- l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, la visite du président de la Colombie au Canada et l'importance d'évaluer les répercussions des accords commerciaux sur les droits de la personne;
- les interventions et la reconstruction après le tremblement de terre en Haïti;
- les réactions au budget fédéral.

Publications et site Web

Deux numéros du bulletin électronique *e-Au Courant* du CCCI ont été publiés.

Le premier mettait l'accent sur la justice environnementale en vue de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques et l'autre portait sur la crise économique mondiale.

Le CCCI a modifié son site Web pour le rendre plus interactif. Malgré cette nouvelle présentation, il ne cesse d'offrir une mine de renseignements sur les questions de développement.

Conseil Canadien pour la coopération internationale

Bilan / au 31 mars 2010

	2010	2009
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	185 772	156 320
Placements à court terme	488 914	541 966
Avances aux coalitions et autres recevables	24 223	43 674
Montants à recevoir pour projets	132 120	89 049
Frais payés d'avance	32 322	40 144
	<u>863 351</u>	<u>871 153</u>
Immobilisations	1 170 634	1 101 156
	<u>2 033 985</u>	<u>1 972 309</u>
Passif		
Passif à court terme		
Fournisseurs et charges à payer	325 680	94 746
Apports reportés	94 964	73 667
Versements sur la dette à long terme	38 640	28 390
	<u>459 284</u>	<u>196 803</u>
Dette à long terme	695 948	636 610
	<u>1 155 232</u>	<u>833 413</u>
Actifs nets		
Fonds Betty Plewes	19 606	19 471
Investi dans les immobilisations	436 046	436 156
Surplus non affecté	423 101	683 269
	<u>878 753</u>	<u>1 138 896</u>
	<u>2 033 985</u>	<u>1 972 309</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil Canadien pour la coopération internationale

Recettes et dépenses / de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
	\$	\$
Recettes		
Agence canadienne de développement international – Programme principal	1 682 335	1 733 248
Cotisations des membres	303 130	312 937
Projets – CCCI	515 609	514 336
Autres recettes et intérêts	42 393	47 803
Honoraires de gestion	68 934	69 606
Loyers recouvrés	24 101	27 041
	<u>2 636 502</u>	<u>2 704 971</u>
Dépenses par programme		
Communications	408 435	423 399
Soutien aux activités	483 561	544 032
Dialogue sur les politiques	695 794	696 188
Développement organisationnel	242 226	257 130
Direction générale	243 866	248 129
Direction des programmes	206 336	212 792
Conseil d'administration et comités	86 034	111 312
Formation juridique pour les organismes de bienfaisance	202 402	213 443
	<u>2 568 654</u>	<u>2 706 425</u>
Excédent (insuffisance) des recettes sur les dépenses résultant des opérations courantes	67 848	(1 454)
Frais de déménagement et d'indemnité spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté	328 126	
Insuffisance des recettes sur les dépenses avant la bourse du fonds Betty Plewes	(260 278)	(1 454)
Bourse du fonds Betty Plewes, net des intérêts gagnés	135	298
Insuffisance des recettes sur les dépenses	(260 143)	(1 156)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Information : Reçus aux fins de l'impôt 11 010 \$.

Frais de 2 119 874 \$ au titre d'activités de bienfaisance.

Conseil d'administration 2009-2010

Karen Takacs (présidente)

Carrefour canadien International

Anna Nitoslawska (vice-présidente)

Congrès du travail du Canada

Janice Hamilton (trésorière)

Manitoba Council for International Cooperation

Julia Anderson (membre de droit)

Jamaican Self Help Organization

Shams Alibhai

British Columbia Council for International Cooperation

Jim Cornelius

Banque canadienne de grains

Yutta Fricke

Conseil des Canadiens avec déficiences

Donald Johnston

Service d'assistance canadienne aux organismes

Gervais L'Heureux

Association québécoise des organismes de coopération internationale

Bruce O'Callaghan

Canadian Rotary Collaboration for International Development

Ruth Schneider

CUSO – VSO

Jennifer Sloat

Conseil atlantique pour la coopération internationale

June Webber

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Thierry Zomahoun

Impact First International



Membres du CCCI

Action Canada pour la population et le développement
Agence de développement et de secours adventiste Canada
Aide à l'enfance Canada
Alberta Council for Global Cooperation
Association de la banque canadienne de grains
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des médecins pour la survie mondiale
Association québécoise des organismes de coopération internationale
British Columbia Council for International Cooperation
Canadian Co-operative Association
Canadian Lutheran World Relief
Canadian Network for International Surgery (The)
Canadian Physicians for Aid and Relief
Canadian Rotary Collaboration for International Development
CARE Canada
Carrefour canadien international
Centre d'études et de coopération internationale
Centre international MATCH
Centre for International Studies

CHF / Partners in Rural Development
Christian Reformed World Relief Committee
Coady International Institute
Coalition interagence sida et développement
CoDevelopment Canada
Collaboration santé internationale
Congrès du travail du Canada
Conseil atlantique pour la coopération internationale
Conseil des canadiens avec déficiences
Conseil ontarien pour la coopération internationale
Cooper Institute
Croix-Rouge canadienne
CUSO – VSO
Église unie du Canada
Entraide universitaire mondiale du Canada
Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
ETC Group
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne pour la santé sexuelle
Fédération mondiale de l'hémophilie
Fondation Aga Khan Canada
Fondation Frontière inc.
Fonds chrétien de l'enfant – Canada
Fonds de justice sociale – AFPC

Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial
Fonds humanitaire des métallos
Fonds humanitaire du syndicat canadien des communications,
de l'énergie et du papier
Fonds de justice sociale des travailleurs canadiens de l'automobile
Habitat pour l'humanité Canada
Horizons d'amitié
IDRF (International Development and Relief Foundation)
Impact First International
Inter Pares
Jamaican Self-Help Organization
Jeunesse Canada Monde
Journalistes canadiens pour la liberté d'expression
KAIROS: initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
Manitoba Council for International Cooperation
Marquis Project (The)
Mennonite Central Committee (Canada) – Ottawa
Mines Alerte Canada
Mouvement fédéraliste mondial (Canada)
Nelson Mandela Fonds pour les enfants (Canada)
Northern Youth Abroad
L'Œuvre Léger
Organisation catholique canadienne pour le
développement et la paix
OXFAM Canada

OXFAM-Québec
Pacific Peoples' Partnership
Plan International Canada
Presbyterian World Service & Development
Project Ploughshares
Queen's Project on International Development
Radios Rurales Internationales
Résultats Canada
Saskatchewan Council for International Cooperation
Secours Quaker canadien
Service d'assistance canadienne aux organismes
Société canadienne pour nourrir les enfants
Société canadienne de santé internationale
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes
Terre Sans Frontières
The Hunger Project
The Sharing Way
USC Canada
Vision mondiale Canada
Victoria International Development Education Association
World Literacy of Canada
World Relief Canada
YMCA Canada

Personnel du CCCI

Bureau du président-directeur général (P. - d. g.)

Gerry Barr, (P. - d. g.)

Maria Desjardins, adjointe exécutive

France Joncas, adjointe administrative

Denise Lacroix, secrétaire-réceptionniste

Programme

Esperanza Moreno, directrice générale adjointe

Ann Simpson, agente de programme – Gestion de programme

Équipe Politique

Gauri Sreenivasan, coordonnatrice – Commerce

Brian Tomlinson, agent de programme – Aide au développement

Denis Côté, agent de programme, Groupe de travail Asie-Pacifique (depuis septembre 2009)

Fiona Meyer-Cook, agente de programme, Groupe d'orientation politique pour les Amériques (rentrée d'un congé – juin 2009)

William Payne, agent de programme, Groupe d'orientation politique pour les Amériques (jusqu'en juin 2009)

Sylvie Perras, agente de programme, Forum Afrique-Canada

Dana Stefov, agente de programme

Surendrini Wijeyaratne, agente de programme – Questions de paix et de conflits

France Joncas, adjointe administrative

Équipe Développement organisationnel

Anne Buchanan, coordonnatrice – Éthique

Michael Stephens, agent de programme – Engagement du public et renforcement des capacités

Joanne Vézina, adjointe administrative (jusqu'en septembre 2009)

Calla Barnett, adjointe administrative (depuis janvier 2010)

Équipe Communication

Patrick Leclerc, coordonnateur – Communications stratégiques

Katia Gianneschi, agente – Affaires publiques (Relations avec les médias)

Jean Loubert, agent, Communication (jusqu'en août 2009)

Joanne Vézina, agente, Communication (depuis septembre 2009), adjointe administrative (jusqu'en septembre 2009)

Marie-Claude Morazain, traductrice-révisure

Sylvie Tavares, traductrice-révisure (rentrée du congé de maternité – janvier 2010)

Dignité



Jacques Bélanger, traducteur-réviseur (jusqu'en décembre 2009)

Calla Barnett, adjointe administrative (depuis janvier 2010)

Programme de formation juridique à l'intention des organismes de bienfaisance

Jean-Yves LeFort, agent de programme

Nadine Miville, adjointe administrative (jusqu'en juillet 2009)

Services organisationnels

André Vaillant, directeur des Finances (bénévole)

Shelley Druce, spécialiste des Ressources humaines

Pierre Laflamme, agent – systèmes informatiques

Angela Peck, comptable